

Bilan scientifique du PFR (2019 – 2022)

**« Quelle(s) démocratie(s) ? Réflexions sur la crise, la modernisation et les limites de la démocratie en Allemagne, en France, en Angleterre et en Europe centrale entre 1919 et 1939 »
soutenu par le Centre Interdisciplinaire d'Études et de Recherches sur l'Allemagne (CIERA)
et porté par les chercheurs des universités d'Augsbourg, de Caen (ERLIS), de Lorraine (CEGIL), de Reims Champagne-Ardenne (CIRLEP), de Strasbourg (Mondes germaniques et nord-européens)
ainsi que l'Institut historique allemand (IHA) de Paris.**

Ce PFR trouvait son impulsion fondamentale, d'une part, dans le constat que les discours diagnostiquant une « crise de la démocratie », voire qui annoncent la fin ou la mort de la démocratie parlementaire et libérale, se multiplient dans l'espace public contemporain ; et d'autre part, que ce discours critique s'accompagne souvent d'une comparaison avec la situation de l'entre-deux-guerres, d'une affirmation d'un retour des années 1930 ou de la « situation weimarienne » (*Weimarer Verhältnisse*). Dans ce contexte, il semblait fertile d'éclairer quelque peu le débat contemporain en revenant sur les discours critiques de la démocratie de l'entre-deux-guerres. Une bonne centaine de collègues – des jeunes chercheurs et des collègues confirmés – venus de France, d'Allemagne, de Belgique, du Luxembourg, de Roumanie et de la République tchèque – et issus de différentes disciplines (civilisation allemande, histoire, droit, économie, sciences culturelles, sciences politiques) y a été impliquée au fil des trois dernières années.

Dès lors, après une première journée d'étude parisienne qui s'intéressait surtout à la question du populisme et de la comparabilité entre les années 1930 et l'époque contemporaine (« Critiques de la démocratie, autoritarismes, populismes : quelles continuités et ruptures entre l'entre-deux-guerres et aujourd'hui », IHA Paris, 14-15 mars 2019) et deux colloques à Strasbourg et Metz, qui se penchaient sur la question du rapport entre « démocratie et dictature » (« Les démocraties européennes à l'épreuve de la dictature [1919-1939] : Critique et réflexion démocratiques dans les espaces publics européens. 17-19 juin 2019, MISHA, Université de Strasbourg), respectivement aux questions du rapport entre démocratie et économie (« Pensée démocratique et conceptions socio-économiques pendant l'entre-deux-guerres : importance et conséquences d'un débat sociétal majeur en Allemagne, en France, en Angleterre et en Europe centrale », 12-14 avril 2021 [webinaire]), le colloque rémois, organisé lui aussi en distanciel, avait pour vocation de poser la question de la culture politique démocratique (« Enraciner, sélectionner, défendre. Comment faire survivre une démocratie (1918-1960) ? ». 9-11 juin 2021, Reims. Suivait enfin une journée d'études via Zoom (« Demokratische Kritik der Demokratie ». 3- 4 novembre 2021, Augsburg).

En conclusion, on peut relever que tout d'abord les contributions à l'IHA Paris ont montré l'intérêt évident qu'il y a à comparer l'entre-deux-guerres avec des phénomènes actuels pourvu qu'on prenne suffisamment en compte les contextes respectifs dans lesquels ils s'inscrivent et sans supposer qu'il y ait une simple répétition de l'histoire. Beaucoup de modèles d'argumentation et plusieurs phénomènes politiques d'aujourd'hui, comme p.ex. le populisme, renvoient en effet, consciemment ou inconsciemment, à des modèles de l'entre-deux-guerres – une continuité certes brisée, mais qu'il convenait d'étudier plus en détail dans le cadre de notre projet de recherche.

Le colloque suivant à Strasbourg a permis de saisir plus précisément les limites entre démocratie et dictature dans la période de l'entre-deux-guerres, alors que les deux systèmes politiques se présentaient aux États européens comme issue politique possible. Il abordait différentes définitions de la démocratie, répandues dans le discours sociétal de l'époque, montrant d'emblée les ambivalences et zones grises de ce terme usuel. De plus y ont été à nouveau discuté des défis actuels pour la démocratie sous forme d'une table ronde, consacrée à une analyse de la situation politique en Russie, en Turquie et dans le monde occidental.

Le colloque messin avait ensuite pour objectif d'évaluer les rapports qui existaient entre l'évolution socio-économique et la réflexion sur la démocratie dans les sociétés respectives et de s'interroger sur les convergences et les divergences entre les différents cas étudiés. L'entre-deux-guerres s'y est révélée une époque très productive aussi en termes de pensée économique : d'une part, parce que la Première Guerre mondiale avait remis en question les convictions libérales traditionnelles jusqu'alors dominantes, celles d'un capitalisme du « laisser-faire » et, d'autre part, parce que même les nouveaux concepts très différents d'inspiration conservatrice, libérale, socialiste ou sociale-démocrate de l'après-guerre étaient remis en question dès à la fin des années 1920, quand la Grande Dépression changea, une nouvelle fois, la donne.

Le colloque à Reims a ensuite focalisé sur l'importance de l'enseignement politique pour renforcer la pensée démocratique. Pour traiter avec pertinence cette question, il a semblé utile d'élargir quelque peu l'horizon historique pour aussi prendre en compte la Deuxième Guerre mondiale, mais surtout l'après-1945, dans l'idée que la relation entre l'entre-deux-guerres et l'après-guerre ne s'épuise pas simplement dans le traumatisme de l'échec de la démocratie dans les années vingt et trente. Au contraire, il apparaît clairement que « *Bonn est aussi Weimar* » (pour inverser la fameuse phrase de Fritz René Allemann au sujet du cas allemand) au sens où les continuités entre l'entre-deux-guerres et l'après-guerre sont manifestes : nombre de questions et problématiques politiques qui furent longtemps considérés comme des réactions à l'expérience de l'entre-deux-guerres (la démocratie militante, la question de l'éducation à la démocratie) sont en fait des prolongations des débats de l'époque.

La journée d'études conclusive à Augsbourg a enfin permis de résumer les résultats du projet dans son intégralité. Trois constats en résultaient :

- 1) L'entre-deux-guerres a marqué le début d'une phase entièrement nouvelle de réflexion sur ce qu'est la démocratie, ce qu'elle présuppose et ce que l'on peut en attendre. Les bouleversements provoqués par la Première Guerre mondiale, l'installation de nouvelles démocraties et la démocratisation des systèmes parlementaires ont causé une transformation non seulement de la forme de l'État, mais aussi de la substance même de l'ordre politique. La démocratie a d'emblée été vivement critiquée. Mais toutes les critiques de la démocratie n'étaient pas portées par des motifs antidémocratiques, toutes les critiques ne voulaient pas mettre un système autocratique à la place de la démocratie. Il y avait aussi une critique démocratique de la démocratie, qui critiquait pour des motifs démocratiques la démocratie telle qu'elle se présentait concrètement après 1918. Cette critique a été portée notamment par des intellectuels. Par contre, la recherche universitaire sur les idées et les débats politiques de l'entre-deux-guerres a longtemps opéré avec un schéma trop simplificateur, qui distinguait radicalement les discours républicains et pro-démocratiques et les discours anti-démocratiques, donc proto-fascistes. Contre une telle approche trop souvent manichéenne le PFR s'est revenu sur les débats de l'époque en en identifiant la charge critique saisie comme une proposition d'amélioration et pas seulement une volonté de destruction.
- 2) Le PFR a également contribué à une meilleure prise en compte de l'histoire des idées et des enjeux économiques pendant l'entre-deux-guerres et a démontré leur importance pour le discours démocratique à cette époque cruciale de l'histoire européenne et mondiale. «

L'économie, c'est le destin », a souligné Walther Rathenau, ministre allemand de la reconstruction après la Première Guerre mondiale, puis ministre des affaires étrangères jusqu'à son assassinat en 1922, dans un discours prononcé en 1921. Ce constat ne s'appliquait pas uniquement à la jeune République de Weimar, mais soulignait à juste titre l'importance centrale que les questions économiques au sens large eurent pendant l'entre-deux-guerres pour l'ensemble des États européens et même au-delà. Dans le même temps, on peut constater avec Jens Hacke que la recherche à ce sujet est encore lacunaire : « [I]l faut parfois s'étonner du peu d'attention que la théorie politique et l'histoire des idées ont jusqu'à présent accordé aux aspects socio-économiques et au domaine des questions d'ordre économique ». De surcroît, pendant toute cette phase, s'est posée la question du rôle de l'État dans le processus économique ; c'est précisément pour cette raison que les décisions de politique économique et sociale de l'entre-deux-guerres ont également impacté le succès du projet démocratique, tant dans les démocraties établies que, plus particulièrement, dans les jeunes démocraties, souvent instables, qui ont émergé de la tourmente de la Grande guerre.

- 3) Quant à notre temps, le PFR a sensibilisé au fait que les tendances populistes actuelles ébranlent profondément les modèles démocratiques en vigueur depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'euphorie de la démocratie à laquelle a succédé l'idée de la démocratie comme modèle indépassable de régime, a laissé place à de profondes remises en question. Il en résulte une profonde désarticulation entre un modèle politique occidental-centré et les attentes d'une société confrontée à de profondes mutations. Il se pose donc la question de nouvelles formes de pouvoir démocratique qui seraient capables de répondre au défi d'une déconcentration du pouvoir et d'une repolitisation de la société par des mécanismes plus horizontaux et moins verticaux. Mais au bout du compte, nous retrouvons à l'horizon de notre projet également la conclusion tirée dans l'espace allemand par Jens Hacke de l'analyse du discours démocratique pendant l'entre-deux-guerres : l'idée que la thématization de la « démocratie militante » et donc celle de la défense de l'acquis démocratique ne surgit que quand il est déjà trop tard ...

Toutes les informations relatives au PFR et à ses actions (descriptif du projet, programmes, comptes-rendus et, le cas échéant, enregistrements) rédigées en français et en allemand sont à consulter sur le site du CEGIL : <http://cegil.univ-lorraine.fr/content/quelles-democraties> De surcroît, les résultats du projet seront publiés en 2022 et en 2023 sous forme de dossiers thématiques dans deux numéros de la « Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande ».